

2007-2017 : 10 ans de destruction du service public, ça suffit !

Appel du Congrès d'orientation 2017 SNESUP-FSU

(Le jeudi 15 juin 2017)

Le Président Emmanuel Macron entend mener à son terme la destruction du service public d'enseignement supérieur et de recherche engagée depuis les lois LRU et ESR. D'ores et déjà il a annoncé sa volonté de poursuivre et accentuer les politiques d'autonomie, d'« excellence » et de regroupements forcés. Ce projet engagé par l'Union Européenne vise la marchandisation et la privatisation du savoir et de sa transmission.

Dès à présent, les conséquences de ces politiques sont avérées. Les emplois titulaires ne cessent de baisser alors que le recours aux emplois de contractuels, vacataires et précaires explose. L'unité du service public universitaire est détruite par la politique de régionalisation. Les inégalités entre établissements s'aggravent (collèges universitaires, *versus* universités de recherche). Le désengagement financier de l'État conduit à une hausse des frais d'inscription. À la sélection sociale s'ajoute la sélection administrative par la mise en place des capacités d'accueil. La concentration du pouvoir autour des président.e.s détruit la démocratie universitaire. Les libertés académiques en matière de recherche et de pédagogie sont remises en cause, en particulier avec le suivi de carrière. La baisse des dotations de base des laboratoires paupérise la recherche française. Elle organise une compétition destructrice des équipes et oriente la recherche pour satisfaire des intérêts privés. Les appels à projets concurrentiels dans tous nos domaines d'activité sont le bras armé de cette politique.

Le Congrès appelle ses syndiqué.e.s et tou.te.s les collègues à combattre ces logiques financières et managériales et à se mobiliser dans leurs établissements pour préparer la prochaine rentrée universitaire sous le signe de la résistance.

Le Président Emmanuel Macron et son gouvernement doivent rompre d'urgence avec ces politiques pour éviter que la rentrée universitaire 2017 ne se déroule dans des conditions catastrophiques, compte tenu de l'arrivée de la génération 2000 à l'Université (7% de candidats au Bac en plus en 2017). Le SNESUP-FSU réitère son exigence d'une augmentation des crédits récurrents pour l'Université et d'une loi de finances rectificative en juillet, afin de doter l'enseignement supérieur et la recherche d'un budget suffisant pour faire face à ses besoins.

Le SNESUP-FSU appelle les organisations syndicales à s'unir et à construire le plus large rassemblement pour :

- contrer les nouvelles attaques portées à la Fonction publique, au régime des retraites et à la Sécurité Sociale ;
- exiger des emplois de fonctionnaire et des moyens pour assurer leurs missions de service public et un rattrapage de leur pouvoir d'achat par une augmentation du point d'indice ;
- exiger la gratuité des études ;
- construire ensemble des réponses alternatives.

Le SNESUP-FSU prendra toute sa part au mouvement d'opposition qui se dessine contre la nouvelle remise en cause du Code du Travail et contre sa modification par le recours aux ordonnances.

LE SNESUP APPELLE À ENTRER EN RÉSISTANCE !

Appel adopté à l'unanimité